

Distr. RESTRICTED
PRS/2022/DP.10

ORIGINAL: FRENCH

FORTH INTERNATIONAL DECADE FOR THE ERADICATION OF COLONIALISM

Pacific regional seminar on the implementation of the Fourth International Decade for the Eradication of Colonialism: advancement of the Non-Self-Governing Territories through the coronavirus disease (COVID-19) pandemic and beyond

Castries, Saint Lucia
11 to 13 May 2022

DISCUSSION PAPER

PRESENTATION

BY

MS. NAIA WATEOU

Madame la Présidente de la commission,

Excellences, Membres du bureau,

Mesdames et messieurs,

c'est au nom des formations politiques non indépendantistes que je m'exprime aujourd'hui. Mon nom est Naia Wateou, je suis élue à la province sud et au congrès de la Nouvelle-Calédonie.

Le 12 décembre 2021, il y a **5 mois**, les Calédoniens ont décidé souverainement, pour la **3eme fois** en **4 ans**, de demeurer au sein de la République. Leur décision, parce que libre et éclairée, **est incontestable et doit être respectée**.

Certains sont venus ici pour contester la légitimité de ce scrutin démocratique. Avec la plus grande humilité mais aussi une ferme conviction, je vous le dis : **ces critiques ne sont pas fondées**.

Cette troisième consultation, ce sont les indépendantistes qui l'ont demandée, alors même que, nous réclamions de sortir de cette logique binaire en proposant un référendum de projet.

À quelques semaines de l'ultime consultation, dans une posture politique défavorable, les indépendantistes ont demandé le report de ce scrutin historique. Mais il n'est pas juste de fixer les règles d'un vote et de vouloir ensuite les modifier à sa guise lorsque les résultats ne vous conviennent pas.

Demander le report du vote afin de respecter le deuil coutumier est une chose entendable. Ce qui l'est moins, c'est de revenir sur sa parole six mois plus tard en se présentant aux législatives. En tant que métisse kanak, je me désole de l'instrumentalisation politique qui est faite de la Coutume.

L'appel à la non participation était une consigne politique.

Je le réaffirme ici le scrutin s'est tenu **normalement** et son résultat **légal et légitime**.

La volonté répétée des Calédoniens de rester Français conclut l'Accord de Nouméa.

Au nom de cet accord, et dans notre volonté de construire ensemble, **des dispositions singulières et transitoires avaient été acceptées**. Souvent, au détriment de ceux qui, pourtant, participent à construire la Nouvelle-Calédonie de demain :

- Gel du corps électoral qui prive aujourd'hui 40 000 personnes du droit de voter aux élections provinciales ;
- Inscription automatique sur les listes électorales sur la base d'un critère ethnique ;
- Répartition géographique biaisée de la redistribution fiscale ;
- Sous représentation politique de la Province sud au Congrès.

Au même titre que des efforts doivent être réalisés pour corriger les inégalités économiques, des efforts doivent être consentis pour éradiquer les inégalités politiques et administratives qui subsistent.

Née en 1984, d'un père kanak et d'une mère aux racines normandes, je suis le fruit d'une union entre deux personnes qui sont passées au-delà de leur condition sociale.

Mes racines sont aux îles. Je vis dans le Sud. J'ai travaillé dans le Nord. Mon cœur raisonne de la même manière lorsque j'entends la Marseillaise ou un chant en Iaaï, la langue de mon père.

Forte de mon histoire, des valeurs que je porte, c'est en femme politique calédonienne métisse kanak n'en déplaise à certains, et fière d'être française, n'en déplaise à d'autres, que je m'exprime devant vous.

Je fais partie de cette génération qui n'a pas connu les « événements » des années 80, mais qui a bénéficié de l'accès aux études, au monde du travail, celle qui a pu "partir pour mieux revenir", a contribué au renforcement des administrations calédoniennes, a travaillé aux transferts des compétences, à la construction des projets industriels.

Ces avancées sociales, nous les avons reçues avec respect et fierté car nous savions qu'elles étaient alors le résultat d'un combat légitime en son temps. Nous avons reçu cet héritage et aujourd'hui nous en sommes responsables.

Ce qui se décide aujourd'hui appartient aux jeunes générations, avec le soutien de nos anciens.

Ce qui se joue aujourd'hui dépasse nos oppositions politiciennes et exige un rassemblement pour préserver la paix et préparer un avenir encore meilleur pour nos enfants.

Le chemin sur lequel doit s'engager la Nouvelle-Calédonie ne peut plus être celui de l'unique revendication indépendantiste.

Il se doit d'être ambitieux en construisant un avenir plus juste, dans lequel la lutte contre toutes inégalités sera prioritaire.

Il doit être celui d'un avenir politique apaisé, respectueux de tous, au sein de la République.

Je vous remercie

Distr. RESTRICTED

PRS/2022/DP.11

ORIGINAL: FRENCH

FORTH INTERNATIONAL DECADE FOR THE ERADICATION OF COLONIALISM

Pacific regional seminar on the implementation of the Fourth International Decade for the Eradication of Colonialism: advancement of the Non-Self-Governing Territories through the coronavirus disease (COVID-19) pandemic and beyond

Castries, Saint Lucia

11 to 13 May 2022

DISCUSSION PAPER

PRESENTATION

BY

MS. NAIA WATEOU

Madame la présidente,

Qu'il me soit permis de rappeler que dans les heures les plus sombres de la pandémie, notre salut est venu de nos liens avec la France.

Soyons honnêtes, seuls, les Calédoniens n'auraient pas pu faire face à la COVID. Nous pleurons aujourd'hui, tous, nos morts partis brutalement.

Mais dans notre malheur et après avoir regardé avec humilité la situation de nos voisins du Pacifique, nous savons que cela aurait pu être plus dramatique.

L'action de la France, cette solidarité nationale du "quoi qu'il en coûte" s'est exprimée dans les îles, les tribus, dans les villes comme les villages.

Elle est venue simplement nous rappeler que face à l'adversité du monde, nous faisons partie d'un ensemble plus vaste, celui de la France.

Nous sommes certes différents, plus autonomes, mais complémentaires. Même à 22 000 kilomètres, nous restons des citoyens français que le Gouvernement traite avec prévenance.

La France a déployé une réserve sanitaire, 300 personnels médicaux, venus renforcer nos équipes médicales locales, dont je souhaite féliciter l'action.

Elle a mis gratuitement à disposition des Calédoniens des centaines de milliers de vaccins qui ont permis d'endiguer la propagation du virus.

Elle a également réalisé des prêts de plusieurs centaines de millions d'euros au territoire dans le but de maintenir le tissu économique local essentiel à une reprise pérenne de l'activité.

En parallèle, le gouvernement calédonien s'est attaché dès le début de la pandémie à prendre des décisions fortes, comme la fermeture de ses frontières aériennes ou encore la réquisition des hôtels pour la mise en quatorzaine.

Dans le même temps, la Province Sud, collectivité de proximité, sur sa compétence sanitaire, a déployé 60 vaccino-dromes sur lesquels ont été administrés plus de 380 000 doses et sur lesquels ont été effectués plus de 450 000 dépistages. Des actions solidaires dans les quartiers les plus défavorisés ont été mises en place.

La coordination des actions du Gouvernement français, du gouvernement calédonien et des provinces a permis au territoire d'être covid-free pendant plus d'un an et de rapidement endiguer le virus lorsqu'il est entré en Nouvelle-Calédonie.

Cette crise sans précédent aura au moins eu le mérite de mettre en lumière que les relations institutionnelles entre la France et la Nouvelle-Calédonie sont nécessaires et dans l'intérêt des Calédoniens. Nos relations sont complémentaires et il faut préserver ce lien qui permet à chacun d'être efficace dans ses compétences respectives.

Aussi, politiquement, le chemin sur lequel doit s'engager la Nouvelle-Calédonie ne peut plus être celui de l'unique revendication indépendantiste. Il doit être celui d'un avenir politique partagé et apaisé, respectueux des coutumes de chacun.

Nous devons donc indéniablement aboutir à un nouveau statut institutionnel pour le territoire d'ici juin 2023.

Un statut adapté aux spécificités calédoniennes, un statut qui répondra au mieux aux attentes des Calédoniens.

Un statut qui impliquera une forme d'autonomie, que la France nous a déjà reconnu par ailleurs.

Un statut dont les fondations sont celles de nos histoires et revendications, mais dont le sommet pointe résolument vers la Concorde.